

# Chapitre 1 La formation du contrat

La vie des personnes est remplie de contrats : quand je prends le bus, cela implique que je conclus un contrat de transport avec la société de bus, quand j'achète un croissant, cela implique que je conclus un contrat de vente avec le boulanger, etc. Source de droit pour les personnes juridiques, le contenu, la formation et la validité des contrats sont encadrés par le législateur.

Le contrat est un accord de volontés entre deux ou plusieurs personnes destiné à créer, modifier, transmettre ou éteindre des obligations. Le droit met à la charge des contractants une obligation d'information et de conseil pour permettre l'expression d'une volonté vraiment libre et éclairée.

Pour être valablement formé, un contrat doit remplir certaines conditions de validité. On montre comment est sanctionné tout contrat ne respectant pas ces conditions (capacité, consentement, objet). Dans certains contrats, le droit de repentir permet au consommateur de revenir sur son accord.

## 1. Le contrat et son contenu

### Article 1101 du Code civil

Le contrat est un accord de volontés entre deux ou plusieurs personnes destiné à créer, modifier, transmettre ou éteindre des obligations.

Qualifier un contrat revient à déterminer de quel type de contrat il s'agit : contrat de travail, contrat de vente, contrat de location, etc. Cette qualification sert à appliquer au contrat les règles qui lui sont propres.

### A. Le principe de la liberté contractuelle

Deux principes encadrent la conclusion d'un contrat :

- **Autonomie de la volonté** : signifie que la volonté des contractants, à elle seule, crée le contrat ainsi que tous se qui en découle.
- **Liberté contractuelle** : signifie que chacun est libre de contracter ou de ne pas contracter, de choisir son cocontractant et de déterminer le contenu et la forme du contrat dans les limites fixées par la loi (*Article 1102 du Code civil*). Ainsi, dans notre société de droit, une personne est :
  - Libre de contracter ou de ne pas contracter
  - Libre de choisir l'autre partie au contrat
  - Libre de déterminer le contenu du contrat.

#### 1. Exceptions ou limitations

D'une part, le droit peut limiter ces principes pour protéger l'ordre public :

- ✓ La conclusion de certains contrats est imposée par le droit (*contrats d'assurance*)
- ✓ Certaines clauses sont interdites par la loi (*exemple : interdiction des clauses abusives dans les contrats de consommation*)
- ✓ Dans les contrats d'adhésion, l'une des parties impose ses conditions à l'autre (*contrat de travail, contrat de vente avec un professionnel...*).

D'autre part, on constate que généralement l'offreur propose un contrat tout prêt et l'autre partie a peu de pouvoir pour négocier les clauses du contrat. On parle de contrat d'adhésion.

## C. La forme du contrat et la dématérialisation

**Rappel de première :** un écrit n'est pas obligatoire pour prouver l'existence de contrats inférieurs à 1 500 € ou les contrats entre commerçants. Mais il est mieux d'en rédiger un pour faciliter la preuve.

Pour être valables, certains contrats doivent absolument être écrits :

- Certains doivent être rédigés **sous seing privé**, c'est-à-dire sous la forme d'un écrit signé par les cocontractants. Cet écrit est nécessaire pour stipuler les informations essentielles du contrat. C'est le cas pour les contrats de travail à durée déterminée, pour les crédits à la consommation ou immobiliers ou pour les contrats issus de démarchage à domicile
- Certains doivent être **authentiques**, c'est-à-dire authentifiés par un notaire. Le notaire est un officier public qui garantit la légalité de certains contrats. Il assure également le rôle d'intermédiaire entre l'État qui prélève des impôts sur ces actes et les citoyens. Un acte authentique est ainsi attendu pour les donations, les ventes immobilières, les contrats de mariage ou les successions.

Il ne faut pas confondre la forme exigée pour certains contrats et la preuve de l'existence d'un contrat. Un contrat verbal peut être valable, mais difficile à prouver. Selon l'article 1359 du Code civil, un contrat qui dépasse la somme de 1 500 € doit être prouvé par un écrit.

**Exemples :**

- ✓ **La preuve d'un contrat de travail** peut se faire avec une fiche de paie.
- ✓ **Pour qu'un achat immobilier soit valable**, il faut que la signature du contrat se passe chez le notaire.

### Article 1366 du Code civil

L'écrit électronique a la même force probante que l'écrit sur support papier, sous réserve que puisse être dûment identifiée la personne dont il émane et qu'il soit établi et conservé dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité.

Avec les progrès du numérique, la forme des contrats a évolué : ils se sont dématérialisés. Cette dématérialisation simplifie les procédures et l'archivage des contrats. Elle suppose :

- ✓ Un processus sécurisé
- ✓ De pouvoir identifier les parties sans ambiguïté grâce à la signature électronique.

## D. Les obligations liées au contrat

Une obligation est une contrainte sur l'action d'une personne.

### 1. Une distinction par l'action à mener

Il existe trois types d'obligations selon l'action à mener :

- **L'obligation de donner** est l'obligation par laquelle le débiteur s'engage à transférer au créancier la propriété d'une chose ou à constituer à son profit un droit réel sur cette chose.  
**Exemple :** dans un contrat de vente, le vendeur s'engage à transférer la propriété du bien à l'acheteur.

- **L'obligation de faire** est l'obligation par laquelle le débiteur s'engage à accomplir pour le créancier un fait positif, à exécuter pour lui une prestation positive. **Exemple** : dans un contrat de transport, le chauffeur de taxi s'engage à exécuter la prestation de transport.
- **L'obligation de ne pas faire** est celle par laquelle le débiteur s'engage de s'abstenir de certains agissements, qu'il aurait eu le droit d'accomplir en dehors du contrat ; c'est une prestation négative : engagement de non concurrence, obligation de ne pas édifier. **Exemple** : quand un commerçant vend son fonds de commerce à un autre, il peut être amené à s'engager à ne pas se réinstaller, pendant un temps défini, dans un périmètre proche.

## 2. Une distinction par l'objectif

On distingue les obligations de moyens et les obligations de résultat.

- **Obligations de moyen** : le contractant doit mettre en œuvre tout ce qui est possible pour atteindre le but fixé mais il n'est pas obligé d'atteindre ce but. Exemple : le médecin doit mettre les traitements en œuvre pour guérir son patient, mais il n'est pas obligé de le guérir. Il est plus difficile de prouver que la personne n'a pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour atteindre le but fixé.
- **Obligations de résultat** : le contractant doit atteindre le résultat prévu. Exemple : dans le contrat de vente, les deux parties sont liées par une obligation de résultat : obligation de donner la chose vendue et obligation de payer. En cas de contestation sur l'exécution du contrat, il suffira de prouver que le résultat n'est pas atteint.

## E. Les différentes clauses des contrats

Le contrat est constitué de plusieurs clauses ou articles qui stipulent les éléments essentiels.

### 1. Les clauses générales

- Les clauses générales se retrouvent dans tous les contrats du même type. Les clauses générales concernent :
  - ✓ La durée et/ou la date
  - ✓ L'objet
  - ✓ Le lieu de la conclusion du contrat
  - ✓ La description des obligations auxquelles les parties s'engagent.

### 2. Les clauses particulières

- Les parties au contrat sont libres d'adapter le contenu en fonction de leurs besoins.
- Les usages ont développé des clauses spécifiques qui ont reçu des appellations reconnues de tous.

Les parties créent ce type de clauses pour deux raisons :

- ✓ **Anticiper les problèmes éventuels.**

Quand une de ces clauses existe et qu'un litige entre les parties se produit, elles savent exactement ce qu'il faut faire.

**Se protéger d'agissements éventuels de leurs cocontractants.**

Exemples de clauses particulières :

- Les clauses qui fixent à l'avance les limites de responsabilité des parties lors de l'exécution

du contrat.

- Les clauses qui prévoient la révision possible du prix.

## 2. Les parties au contrat et leurs droits

Les parties au contrat sont les personnes juridiques qui concluent ce contrat. On parle de cocontractants.

### A. Le débiteur et le créancier

- Le **débiteur** est le cocontractant qui a une obligation envers l'autre.  
Exemple : dans un contrat de prêt, le débiteur est celui qui doit de l'argent.
- Le **créancier** est le cocontractant qui a un droit sur l'autre.  
Exemple : dans un contrat de prêt, le créancier est celui à qui on doit de l'argent.

Dans un même contrat, on peut être créancier et débiteur : Exemple : dans le contrat de travail, le salarié est débiteur quand il doit exécuter ses tâches, mais il devient créancier quand il a le droit de percevoir son salaire.

### B. Les parties du contrat de consommation

- Un contrat est dit « de consommation » dès lors qu'il met en présence un professionnel (dans l'exercice de son activité) et un consommateur, et ce indépendamment de son objet.

#### 1. Le consommateur et le professionnel

- **Le consommateur** (ou le non-professionnel) est une personne qui conclut un contrat n'ayant pas de rapport direct avec sa profession. Un consommateur est souvent une personne physique qui acquiert des biens de consommation ou qui a recours à une prestation de services pour son usage personnel ou celui de sa famille. Il n'a pas d'informations détaillées sur le bien qu'il achète.
- **Le professionnel** est une personne qui conclut un contrat en rapport direct avec sa profession. Le professionnel est techniquement plus compétent que le non-professionnel. Il y a une **asymétrie d'information** entre les parties. Le droit tente de corriger ce déséquilibre.

#### 2. Les obligations du professionnel : information et conseil

Deux obligations incombent au professionnel :

##### ➤ L'obligation d'information

#### Article L111-1 du Code de la consommation

Avant que le consommateur ne soit lié par un contrat de vente de biens ou de fourniture de services, le professionnel communique au consommateur, de manière lisible et compréhensible, les informations suivantes :

1° Les caractéristiques essentielles du bien ou du service, compte tenu du support de communication utilisé et du bien ou service concerné ;

2° Le prix du bien ou du service, en application des articles L. 112-1 à L. 112-4 ;

[...]

Le professionnel doit communiquer au client les **informations essentielles** sur le produit, notamment :

- ✓ Les qualités substantielles du bien
- ✓ La composition du bien et ses accessoires
- ✓ Son mode d'emploi

- ✓ Son mode et sa date de fabrication
- ✓ Son origine (comme pour les vins, les fromages)
- ✓ Les mises en garde et les consignes impératives en matière de sécurité, etc.

Le professionnel doit également informer sur le **prix** :

- ✓ Le prix doit être annoncé soit par marquage sur un écriteau, soit par étiquetage, soit par affichage
- ✓ Le prix est annoncé TTC (toutes taxes comprises)
- ✓ Il est énoncé obligatoirement en euros
- ✓ En cas de soldes, les annonces de rabais doivent faire apparaître à la fois le prix réduit et le prix d'origine, de référence (pratique du prix barré ou double marquage)
- ✓ Il n'est pas possible de modifier le prix après acceptation de l'offre.

### ➤ **L'obligation de conseil**

Le professionnel doit utiliser son expertise pour apporter des recommandations au consommateur afin que ce dernier choisisse l'offre qui répond le mieux à ses besoins. Exemple : le banquier conseille son client sur les formes de prêts, la durée et le taux les plus adaptés à son projet d'emprunt.

### **3. Le droit de rétractation du consommateur**

#### **Article 1122 du Code civil**

La loi ou le contrat peuvent prévoir un délai de réflexion, qui est le délai avant l'expiration duquel le destinataire de l'offre ne peut manifester son acceptation ou un délai de rétractation, qui est le délai avant l'expiration duquel son bénéficiaire peut rétracter son consentement.

- Le **droit de rétractation**, ou droit de repentir, permet à un consommateur de rompre unilatéralement son contrat durant une durée limitée. Ce droit de rétractation n'existe pas dans tous les contrats.

<b>Délais de rétractation</b>	
<b>Contrats d'achats de biens</b>	
Achat sur internet	14 jours
Démarchage à domicile	
Démarchage téléphonique	
<b>Contrats d'achats de services</b>	
Agence matrimoniale	7 jours
Formation professionnelle	10 jours
Crédit à la consommation	14 jours
Dépannage et entretien	
Hébergement pour personnes âgées	15 jours
Assurance-vie	30 jours

Le développement des ventes sur internet a engendré la création des cyberconsommateurs. Cette nouvelle forme de consommation est également protégée. **La loi Chatel du 3 janvier 2008** renforce cette protection :

- ✓ Protection accrue des cyberconsommateurs face aux fournisseurs d'accès internet (FAI)
- ✓ Les marchands en ligne doivent préciser la date de livraison avant la conclusion du contrat
- ✓ Quand il exerce son droit de retrait, le cyberconsommateur doit être remboursé de la totalité des sommes versées. Les frais de retour restent à sa charge.

### 3. Les conditions de validité des contrats

#### Article 1128 du Code civil

Sont nécessaires à la validité d'un contrat :

- 1° Le consentement des parties ;
- 2° Leur capacité de contracter ;
- 3° Un contenu licite et certain.

#### A. La formation du contrat

Un contrat est formé quand il existe une offre, et que cette offre est acceptée. L'offre est la proposition faite par une personne à une autre de la conclusion d'une convention.

##### 1. Forme de l'offre :

- ✓ Elle peut être **expresse**, c'est-à-dire que l'individu manifeste clairement sa volonté de contracter : écrite, verbale ou audiovisuelle
- ✓ Elle peut être **tacite**, c'est-à-dire qu'elle résulte d'un signe ou d'une attitude (*exemple : taxis qui attendent à leur arrêt*).

L'offre de contracter est révoquée tant qu'elle n'a pas été encore acceptée.

##### 2. Contenu de l'offre :

Elle doit être ferme, précise en contenant les **éléments essentiels** du futur contrat sans équivoque.

**Destinataire de l'offre** L'offre peut être faite :

- ✓ À une personne déterminée par avance
- ✓ Au public (*exemple : taxi en stationnement*).

**L'acceptation est la manifestation** de la volonté d'une personne par laquelle elle donne son accord à une offre de contrat qui est faite. L'acceptation doit le plus souvent être **expresse** (écrite, verbale). Une fois que l'offreur a pris connaissance de l'acceptation, le contrat est conclu entre les deux parties. Chacune est alors tenue de respecter ses obligations.

#### B. Le libre consentement des parties

Le consentement des parties doit être libre et éclairé. Il ne doit pas y avoir de vices de consentement.

#### Article 1130 du Code civil

L'erreur, le dol et la violence vicient le consentement lorsqu'ils sont de telle nature que, sans eux, l'une des parties n'aurait pas contracté ou aurait contracté à des conditions substantiellement différentes.

Leur caractère déterminant s'apprécie eu égard aux personnes et aux circonstances dans lesquelles le consentement a été donné.

#### Article 1131 du Code civil

Les vices du consentement sont une cause de nullité relative du contrat.

##### ➤ L'erreur

**L'erreur est le fait** de s'être trompé sur des éléments du contrat. C'est une fausse représentation de la réalité. Selon le code civil, deux types d'erreurs peuvent exister :

- ✓ L'erreur sur la personne du cocontractant

- ✓ L'erreur sur la nature du contrat ou sur l'objet du contrat.

**L'erreur d'une des parties** doit être excusable et doit avoir été déterminante dans la volonté de contracter.

#### **Article 1132 du Code civil**

L'erreur de droit ou de fait, à moins qu'elle ne soit inexcusable, est une cause de nullité du contrat lorsqu'elle porte sur les qualités essentielles de la prestation due ou sur celles du cocontractant.

#### ➤ **Le dol**

Le dol est une manœuvre frauduleuse d'une partie pour forcer l'autre partie à contracter.

#### **Article 1137 du Code civil**

Le dol est le fait pour un contractant d'obtenir le consentement de l'autre par des manœuvres ou des mensonges.

Constitue également un dol la dissimulation intentionnelle par l'un des contractants d'une information dont il sait le caractère déterminant pour l'autre partie.[...]

#### **Article 1138 du Code civil**

Le dol est également constitué s'il émane du représentant, gérant d'affaires, préposé ou porte-fort du contractant.

Il l'est encore lorsqu'il émane d'un tiers de connivence.

#### ➤ **La violence**

La violence est un ensemble de pressions physiques ou morales d'une partie pour forcer l'autre partie à contracter.

#### **Article 1140 du Code civil**

Il y a violence lorsqu'une partie s'engage sous la pression d'une contrainte qui lui inspire la crainte d'exposer sa personne, sa fortune ou celles de ses proches à un mal considérable.

#### **Article 1141 du Code civil**

La menace d'une voie de droit ne constitue pas une violence. Il en va autrement lorsque la voie de droit est détournée de son but ou lorsqu'elle est invoquée ou exercée pour obtenir un avantage manifestement excessif.

#### **Article 1142 du Code civil**

La violence est une cause de nullité qu'elle ait été exercée par une partie ou par un tiers.

Un contrat conclu par erreur, dol ou violence sera frappé de nullité relative.

**La nullité relative signifie que le contrat mis en cause nuit aux intérêts des parties.**

## **C. La capacité des parties**

#### **Article 1145 du Code civil**

Toute personne physique peut contracter sauf en cas d'incapacité prévue par la loi.

La capacité des personnes morales est limitée aux actes utiles à la réalisation de leur objet tel que défini par leurs statuts et aux actes qui leur sont accessoires, dans le respect des règles applicables à chacune d'entre elles.

- **Pour conclure un contrat, les parties doivent en être capables.** La capacité des parties renvoie à la capacité juridique. Les parties qui signent un contrat doivent être en capacité de jouissance et en capacité d'exercice.

Ainsi, une personne qui signe un contrat ne doit pas :

- ✓ **Être sous le coup d'une condamnation** qui l'empêcherait de signer (exemple : les personnes qui sont condamnées pour fraudes peuvent ne plus avoir le droit de signer des contrats de société commerciale) ;
- ✓ **Être reconnue incapable** d'exercer seul ses droits (mineur ou incapable majeur).

Un contrat conclu avec une personne incapable sera frappé de **nullité relative**.

## **D. L'objet et la cause du contrat**

Le contrat doit respecter des conditions sur son objet et sur sa cause. **L'objet du contrat** est la chose ou la prestation sur laquelle porte le contrat.

**L'objet** doit répondre à cinq conditions :

- ✓ Exister ou être futur (exemple : vente d'un appartement sur plan) Être dans le commerce (exemple : corps humain ne peut être vendu)
- ✓ Être licite (exemple : la vente de stupéfiants est illicite)
- ✓ Être déterminé et déterminable (le prix et la qualité doivent être connus)
- ✓ Être possible (à l'impossible, nul n'est tenu).

**La cause du contrat** est la raison pour laquelle les parties veulent contracter. La cause doit être licite et morale Exemple : l'achat d'une maison dans le but d'en faire un tripot clandestin aurait une cause illicite.

Les contrats qui ne respectent pas les conditions d'objet et de cause sont frappés de **nullité absolue**.

La nullité absolue signifie que le contrat mis en cause nuit à l'intérêt général.